

## **Politique économique : le pari osé de Nicolas Sarkozy**

***Bernard Girard, bonjour. Vous souhaitez nous parler de la politique économique du gouvernement.***

Oui. On commence à y voir un peu plus clair et l'on peut commencer à s'interroger sur son efficacité. Il y a, vous le savez, trois ministres qui comptent en matières économique et sociale : Nicolas Sarkozy, Jean-Louis Borloo et Philippe Douste-Blazy. Les uns et les autres ont communiqué sur leurs projets qui sont de nature et, je crois, de qualité différente.

***Vous voulez dire que certains ministres sont meilleurs que d'autres ?***

Je veux plus simplement dire que certains projets ont plus de sens ou d'ambition que d'autres. La réforme de l'assurance maladie qu'a annoncée Philippe Douste-Blazy ne me paraît avoir beaucoup de sens. Il s'agit d'un paquet de mesures conservatrices qui consistent à faire payer un peu plus les patients et à satisfaire les spécialistes qui demandaient la possibilité d'augmenter leurs honoraires, mais dont chacun sent bien qu'elles ne vont réduire le déficit de l'assurance maladie. En fait, ces mesures n'ont guère de chance d'aboutir à grand chose, sinon peut-être, mais ce n'était pas l'objectif recherché, à réduire la fracture syndicale.

Il est plus difficile de se prononcer sur les projets de Jean-Louis Borloo qui ne s'est pas encore beaucoup exprimé. La première mesure qu'il ait prise paraît cependant ambiguë, peut-être même contestable. Je pense au moratoire sur les expulsions des locataires qui ne peuvent pas payer leurs loyers dans les HLM.

***C'est une mesure plutôt sympathique et utile pour ceux qui sont en difficultés.***

C'est une mesure qui permettra certainement de régler le cas de gens qui se trouvent dans les pires difficultés et qui ne peuvent pas payer leur loyer, et en ce sens, c'est une bonne mesure, mais on peut craindre qu'elle n'incite des gens qui pourraient payer leur loyer à ne plus le faire. Ce qui serait évidemment contre-productif. Pour le reste, il est a été plutôt discret et paraît surtout occupé à se battre pour protéger ses budgets que le ministère de l'économie voudrait diminuer.

***Reste Nicolas Sarkozy...***

La politique qu'il mène est incontestablement plus lisible. Les différentes mesures annoncées ces dernières semaines reposent sur un même diagnostic : la France a besoin de croissance et cette croissance ne peut venir que d'une relance de la consommation.

***Ce n'est pas faux...***

Non seulement ce n'est pas faux, mais c'est politiquement habile. La relance par la consommation est un thème populaire, que les partis de gauche et les organisations syndicales développent régulièrement. On peut, d'ailleurs, penser que Sarkozy fait là plus un calcul politique qu'une analyse économique : il est plus avantageux pour un candidat à une élection présidentielle de parler de relance de la consommation que de rigueur et de ceintures serrées. Mais on peut relancer la consommation de plusieurs manières.

***Le plus simple est d'augmenter les salaires...***

Sans doute, mais vous remarquerez que ce n'est pas ce dont il parle. Cela lui serait d'ailleurs difficile puisque ce serait se mettre à dos les patrons, les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprise, tous ceux qui feront demain le cœur de son électorat. Mais on peut relancer la consommation autrement qu'en augmentant les salaires. Le gouvernement Jospin l'avait relancée en créant des emplois, avec les 35 heures et quelques autres mesures. Les salariés ne

gagnaient pas plus, mais il y avait plus de salariés donc un pouvoir d'achat plus important. On peut également la relancer en jouant sur les taux d'intérêt ou sur le montant des impôts : si on les réduit on augmente le revenu disponible de ceux qui en paient. Le déficit des comptes publics rendant cette solution inutilisable, Nicolas Sarkozy a choisi d'inciter les Français à puiser dans leur épargne, dans leur bas de laine.

Toutes les mesures annoncées ces dernières semaine vont dans ce sens. Je pense au déblocage anticipé des fonds de participation des salariés ou aux mesures prises pour favoriser la transmission du patrimoine. Du 1<sup>er</sup> juin 2004, c'est-à-dire depuis quelques jours, jusqu'à la fin mai 2005, les parents peuvent donner à chacun de leurs enfants ou petits enfants majeurs 20 000 euros en franchise totale d'impôts.

### ***C'est une mesure qui concerne surtout les riches...***

Il faut effectivement que les parents soient riches, mais les enfants et petits-enfants ne le sont pas forcément. Vous voyez bien la logique de la mesure : des parents riches gardent leur argent à la Bourse, sur un compte d'épargne... les enfants, moins riches, le dépensent, l'utilisent pour acheter une voiture, financer l'achat d'un appartement, faire des travaux... en un mot, consommer. Plusieurs autres mesures s'inscrivent dans la même logique comme le projet de favoriser l'ouverture de magasin le dimanche qui permettrait, du moins l'espère-t-on, de vendre plus. Même chose pour cette baisse de 3% des prix que Sarkozy a réclamé aux distributeurs.

### ***Vous y croyez ?***

Il y a là, effectivement, une dimension psychologique affichée. Il s'agit, en annonçant ces baisses de prix de nous faire croire qu'elle va effectivement se produire. Cela me rappelle un peu la politique que Pinay avait mise en œuvre dans les années 50 pour lutter contre l'inflation. Il avait bloqué, réduit les marges sur un certain nombre de produits, ce qui avait eu pour effet de casser, pour quelques mois au moins, le mécanisme de l'inflation : on ne demande plus d'augmentations salariales lorsque les prix diminuent. On est un peu dans le même contexte d'action psychologique...

### ***Et vous croyez que cela peut marcher ?***

Les prix sont libres et le ministre ne peut, au mieux, que demander aux distributeurs de s'engager à faire des efforts, de signer une charte... toutes choses qu'ils feront volontiers. Les consommateurs vont-ils les croire ? L'une des avancées majeures de la théorie économique de ces dernières années est de montrer que nous ne sommes pas naïfs, que nous avons une bonne compréhension des mécanismes économiques et que nous y adaptons nos comportements. C'est ce que l'on appelle d'un mot un peu technique les anticipations rationnelles.

### ***Vous êtes donc sceptique...***

Oui. Il faudrait pour que les prix baissent que le gouvernement touche à la loi Galland qui les bloque et qui freine la concurrence entre distributeurs. Cette loi interdit de vendre à perte, ce qui fait que tous les grands distributeurs vendent les produits de marque au même prix ou à peu près. En fin d'année, les industriels leur font des remises, ce que l'on appelle des « marges arrière » dont le montant dépend des volumes vendus. Ces marges arrière qui peuvent être très importantes (elles représentent 32% du chiffre d'affaires d'une entreprise comme Lu, soit l'équivalent du salaire de 8000 personnes), elles font l'essentiel des bénéfices des distributeurs. L'idée serait s'assouplir cette loi pour faire profiter les consommateurs de ces remises.

### ***Cette loi pourrait être remise en cause ?***

C'est ce qu'a suggéré Sarkozy mais, au delà du détail de ces mesures, il faut, je crois, se demander si cette politique a des chances de réussir, si l'on peut effectivement relancer de cette manière la consommation. Et ce n'est pas certain.

Toute cette politique repose sur l'hypothèse que les Français sont disposés à dépenser leur épargne, à ouvrir leur bas de laine. Ce bas de laine existe, il n'est pas négligeable. Le taux d'épargne est en France élevé. Il est de l'ordre de 17% du revenu disponible, soit beaucoup plus que nos voisins. A titre de comparaison, il est de l'ordre de 10% en Italie et en Allemagne, de 5% en Grande-Bretagne et d'à peine 1% aux Etats-Unis. Il y a donc une marge importante. Et le projet qui consiste à inciter à transférer une partie de cette épargne vers la consommation n'est pas absurde. Le taux d'épargne n'est pas figé, il évolue. S'il est aujourd'hui de 17% il était de 12% à la fin des années 80. Si l'on revenait à ce taux, ce seraient des sommes très importantes qui seraient réinjectées dans la consommation et qui aideraient donc à la relance. Reste à voir si c'est réalisable. Sarkozy fait là un pari que je crois osé et qu'il n'est pas certain de gagner.

### ***Et pourquoi ?***

Pour plusieurs motifs. Il faut, d'abord, se méfier des comparaisons qu'il s'agisse des comparaisons internationales qui font penser que les français épargnent beaucoup plus que leurs voisins ou des comparaisons d'une période à l'autre. Lorsque l'on entre dans le détail, on découvre que nous ne sommes pas forcément plus fournis que les autres. Pour ne prendre que cet exemple, l'enseignement est chez nous gratuit. Il n'entre pas dans nos dépenses directes puisque nous le finançons par l'impôt qui réduit notre revenu disponible. Même chose pour la santé... Si on tient compte de tous ces éléments, comme l'ont fait récemment des chercheurs de l'OFCE, on découvre que les écarts d'un pays à l'autre sont moins importants que ne le dit souvent<sup>1</sup>.

Ensuite, une part importante de l'épargne est bloquée ou quasiment bloquée dans des produits dont on ne peut que difficilement sortir. C'est le cas, par exemple, de l'épargne pour le logement, des différents mécanismes d'épargne salariale, de l'assurance-vie...

### ***Vous voulez dire que la marge de manœuvre est étroite...***

Elle l'est d'autant plus que tout le monde n'épargne pas de la même manière. Les 10% des ménages les plus riches épargnent à peu près un tiers de leur revenu, à l'opposé les 10% des ménages les plus pauvres ont un taux d'épargne largement négatif...

### ***Ce qui veut dire qu'ils dépensent plus qu'ils ne gagnent ?***

Exactement. Les cadres épargnent à peu près 20% de leurs revenus, les employés et les ouvriers 14%. Vous voyez donc que l'impact des mesures actuellement prises ne sera pas le même pour tout le monde. On peut penser que les plus riches ne modifieront pas leurs comportements et que les plus pauvres ne seront pas non plus touchés par les mesures. Restent ceux qui sont entre deux. La fenêtre de tir est étroite. Elle concerne les classes moyennes. Or, il n'est pas sûr qu'elles aient envie de changer de comportement, que les baisses de prix et les mesures proposées par le gouvernement les incitent à transférer une partie du revenu qu'elles épargnent vers la consommation.

### ***Et qu'est-ce qui vous amène à dire cela ?***

Trois facteurs entrent en ligne de compte :

---

<sup>1</sup> Valérie Chauvin, Catherine Mathieu, Henri Sterdyniak, Taux d'épargne, le paradoxe franco-britannique, OFCE, novembre 2003

- il y a, d'abord, chez beaucoup l'envie de se refaire. A l'inverse de ce qui se passait il y a quinze ou vingt ans, ces classes moyennes ont aujourd'hui une part de leur patrimoine investi en actions. Or, celles-ci ont perdu beaucoup de leur valeur ces dernières années et ces classes moyennes peuvent souhaiter profiter de ce que la Bourse est aujourd'hui en meilleure santé pour reconstituer ce qu'elles ont perdu ;
- il y a, ensuite, ce que l'on appelle l'épargne de précaution. Ces classes moyennes ne craignent pas trop le chômage, mais elles s'inquiètent pour leurs retraites. Les mesures prises par Fillon l'année dernière n'auront vraiment d'impact que dans quelques années, mais celles prises par Balladur en 1995 ont commencé à mordre sur les pensions de ceux qui partent aujourd'hui en retraite. Or, les plus concernés, les 45-54 ans sont également ceux qui ont les plus forts taux d'épargne. Ils représentent aujourd'hui à peu près 30% de l'épargne des ménages. Et il y a fort à parier qu'ils seront plus sensibles aux sirènes des établissements financiers qui leur proposent des placements pour garantir un niveau élevé de retraite qu'à celles des distributeurs qui leur promettent des baisses de prix ;
- il y a, enfin, un phénomène que connaissent bien les économistes qui veut que le taux d'épargne augmente dans les périodes de déficits publics importants.

### ***Et pourquoi ?***

Le mécanisme est un peu mystérieux, mais tout se passe comme si les agents économiques anticipaient les comportements des pouvoirs publics. Nous savons tous qu'il n'y a pas mille solutions pour réduire les déficits, il n'y en a en réalité qu'une : augmenter les impôts. Le sachant, nous nous y préparons en limitant notre consommation et en mettant de l'argent de côté...

### ***A vous entendre, Sarkozy a peu de chance de réussir son pari...***

Cela dépend du pari dont vous parlez. S'il s'agit du pari économique, il me semble effectivement peu probable qu'il le gagne, mais si vous parlez du pari politique, il en va autrement. Si les mesures dont nous parlons ne sont pas forcément efficaces sur le plan économique, elles sont politiquement astucieuses. Qui ira se plaindre d'un ministre qui veut faire baisser les prix ? qui favorise la transmission du patrimoine ? et qui évite de parler de rigueur ?

Pour trouver d'autres textes, voir : <http://www.BernardGirard.com>